

Vannes, le 17/04/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 27/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL DU CLEUZIO**

(anciennement EARL DES DEUX RIVES)

Kerven

56540 KERNASCLEDEN

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement EARL DU CLEUZIO (anciennement EARL DES DEUX RIVES) implanté Kerven 56540 KERNASCLEDEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DU CLEUZIO (anciennement EARL DES DEUX RIVES)
- Kerven 56540 KERNASCLEDEN
- Code AIOT : 0055603875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL DU CLEUZIO (anciennement EARL DES 2 RIVES) est une exploitation avicole relevant des ICPE soumise au régime de l'autorisation.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Fertilisation

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Notification des changements notables	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46-II	Demande d'action corrective	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
10	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
19	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	AP Complémentaire du 29/12/2014, article 1.1	Sans objet
3	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
4	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
6	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
7	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
9	Affichage des numéros d'appel d'urgence	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
11	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
12	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
13	Interdiction de brûlage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 35	
14	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/04/2024, article 4-2	Sans objet
15	Cahier de fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
16	Plan prévisionnel de fumure (Arrêté GREN)	Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 11	Sans objet
17	Équilibre de la fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Sans objet
18	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur l'ensemble des points qui ont été contrôlés les non-conformités suivantes ont été relevées :

- Absence de notification de changement de raison sociale de l'atelier avicole et absence de notification de la séparation juridique de l'atelier bovin et de l'exploitation avicole ;
- Absence de vérification annuelle des extincteurs portatifs ;
- Absence de contrôle des installations électriques ;
- Absence de déclaration GEREP.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/12/2014, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Effectifs autorisés : 100 000 emplacements volailles.
<b>Constats :</b> L'effectif de volailles de chair est conforme au nombre d'emplacements autorisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Notification des changements notables**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Notification des changements notable
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Absence de notification de la séparation juridique des deux exploitations (bovine et avicole). La partie bovine reste sous la raison sociale de l'EARL DES DEUX RIVES et l'exploitation avicole est désormais sous l'appellation : EARL DU CLEUZIO. Absence de notification du changement de raison sociale de l'EARL DES DEUX RIVES qui devient l'EARL DU CLEUZIO (pour la partie avicole). Absence de notification de la création de deux plans d'épandage distincts pour les deux exploitations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le formulaire de changement d'exploitant (qui a été remis par mail en date du 31/03/2025) doit être retourné à l'inspection dûment rempli et signé pour régulariser le changement de raison sociale pour la partie avicole qui est maintenant exploitée par l'EARL DU CLEUZIO. Pour la partie bovine, l'EARL DES DEUX devra effectuer une déclaration en ligne pour régulariser sa situation. Concernant la mise à jour du plan d'épandage : l'EARL DU CLEUZIO ainsi que l'EARL DES DEUX RIVES devront transmettre leur nouveau plan d'épandage en raison de la séparation de la gestion des effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Dossier installation classée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation.
<b>Constats :</b> Présence du registre d'élevage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Conforme le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Accessibilité de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> Conforme le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Recensement des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2.
<b>Constats :</b> Conforme. Présence du plan de zonage à risque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Nature et risques des produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.
<b>Constats :</b> Conforme. Présence de fiches de données sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul> Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> Non-conforme. Absence de contrôle périodique des extincteurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le justificatif (facture) du contrôle des extincteurs devra être transmis à l'Inspection dans un délai de 3 mois qui suit la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Affichage des numéros d'appel d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
<b>Constats :</b> Présence des numéros d'appel d'urgence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Installations électriques et techniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
<b>Constats :</b> Non-conforme. Absence de contrôle des installations électriques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le justificatif du contrôle des installations électriques devra être transmis à l'Inspection dans un délai de 3 mois qui suit la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Collecte des eaux de pluie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice.
<b>Constats :</b> Pas de mélange de l'eau de pluie avec les effluents de l'exploitation constatés le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b> Pas de rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Interdiction de brûlage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout brûlage à l'air libre de déchets.
<b>Constats :</b> Pas de brûlage constaté sur l'exploitation, le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 14 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2024, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN – Déclaration de flux d'azote
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
<b>Constats :</b> Conforme. La déclaration de flux d'azote (DFA) a effectué le 17/09/24 pour la campagne culturale de 2023-2024 au nom de l'EARL DU CLEUZIO.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Cahier de fertilisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Présence du cahier de fertilisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li><li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</li><li>3. Les dates d'épandage ;</li><li>4. La nature des cultures ;</li><li>5. Les rendements des cultures ;</li><li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li><li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li><li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li></ol>
<b>Constats :</b> Conforme : Présence et conformité du cahier de fertilisation (CF) de la campagne culturale de 2023-2024 (CF spécifique pour la partie avicole : EARL DU CLEUZIO).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Plan prévisionnel de fumure (Arrêté GREN)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2023, article 11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Plan prévisionnel de fumure
<b>Prescription contrôlée :</b> L'annexe 12 précise pour chaque culture, en fonction des méthodes détaillées dans les annexes 4 à 10 du présent arrêté, les contenus des rubriques du plan de fumure mentionné au IV de l'annexe I de l'arrêté modifié du 19 décembre 2011. Le plan de fumure doit être établi pour chaque îlot cultural exploité en zone vulnérable, qu'il reçoive ou non des fertilisants. Il est exigible chaque année au plus tard au 31 mars.
<b>Constats :</b> Conforme. Présence et conformité des plans de fumure des campagnes culturales 2023-2024 et 2024-2025 pour l'EARL DU CLEUZIO (anciennement EARL DES DEUX RIVES partie avicole).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Équilibre de la fertilisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
<b>Constats :</b> Conforme. L'équilibre de la fertilisation de l'ensemble des cultures est respecté pour la campagne culturale de 2023-2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
<b>Constats :</b> Présence d'un relevé des consommations d'eau (consommations mensuelles) Le relevé pourra toutefois être amélioré par le rajout des informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- compteur de début du mois</li><li>- compteur de fin du mois.</li></ul> La différence donnant la consommation mensuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Rapportage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.
<b>Constats :</b> Non conforme. La déclaration GERE au titre de l'année 2024 n'a pas été effectuée avant le 31 mars 2025. Le module de calcul GERE 2024 en format papier a été présenté à l'inspecteur le jour du contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois